

La Turquie réagit pour la première fois militairement à des tirs syriens sur son territoire.

mardi 9 octobre 2012, par [Jean Marcou](#)

La Turquie a vivement réagi aux tirs de mortiers syriens qui ont atteint, le 3 octobre 2012, le village d'Açakale sur sa frontière avec la Syrie, tuant 5 personnes (*une femme et quatre enfants d'une même famille*). L'artillerie turque a riposté, en bombardant des positions militaires syriennes, provoquant semble-t-il des pertes syriennes qui n'ont pas été confirmées jusqu'à présent.

Depuis le début du soulèvement syrien en mars 2011, ce n'est pas la première fois que les deux pays se retrouvent en confrontation ouverte. À l'automne 2011, les manifestations des partisans de Bachar el-Assad contre les représentations diplomatiques turques en Syrie, et en particulier l'autodafé d'un drapeau turc, avaient provoqué une vive réaction de Recep Tayyip Erdoğan à l'adresse du chef de l'Etat syrien, auquel il avait promis le même sort que Kadhafi (*cf. nos éditions de 16 novembre 2011 : « [Le drapeau brûle entre la Turquie et la Syrie !](#) » et 23 novembre 2011 : « [À propos d'une intervention turque en Syrie](#) »*). Par la suite, en avril 2012, deux Syriens et un traducteur turc avaient été blessés, lors de tirs de l'armée syrienne, sur un camp de réfugiés établi en Turquie. Surtout, le 22 juin dernier, un avion de reconnaissance turc avait été abattu par la Syrie, suscitant une escalade verbale entre les deux pays, et une suite de supputations rocambolesques sur le déroulement des faits (*cf. nos éditions des 24 juin 2012 : « [Un avion de reconnaissance turc abattu par la Syrie](#) » et 29 juin 2012 : « [Les leçons de l'affaire de l'avion turc abattu par la Syrie.](#) »*). Alors que l'état-major turc vient d'ailleurs de conclure que cet avion a bien été abattu par un missile syrien, la chaîne Al-Arabya vient d'en rajouter une couche en annonçant que l'avion aurait été abattu en fait par les Russes, et que ses deux pilotes, faits prisonniers par les Syriens, auraient finalement été exécutés. En réalité, dans cette suite de face-à-face turco-syriens, l'incident d'Açakale constitue un tournant, essentiellement parce qu'il a été meurtrier et qu'il a concerné pour la première fois des civils. Dans un pays inquiet depuis plusieurs mois, il renforce donc l'impression que la guerre est toute proche, trop proche...

Ceci étant, on se retrouve une fois de plus devant un scénario qui laisse une impression de déjà vu : la Turquie proteste, rugit mais n'en peut mais, face à un régime baasiste qui évoque un incident malheureux, qui bien sûr ne se reproduira plus... Des obus de mortier étaient pourtant déjà tombés dans ce secteur, fin septembre, sans faire de victimes, et le 1^{er} octobre, le vice-ministre russe des affaires étrangères, Gennady Gatilov, avait comme par hasard mis en garde les deux pays contre les risques d'escalade présentés par de telles tensions, en incitant les protagonistes à la plus grande retenue. À l'issue du bombardement meurtrier du 3 octobre et de la réaction turque, les Russes se sont employés à jouer les bons offices, insistant pour que leurs alliés syriens présentent des excuses, ce que ces derniers ont fini par faire le 4 octobre. Alors, l'incident a-t-il été provoqué par les Syriens et les Russes ? On ne peut pas l'exclure quand on observe qu'il présente l'intérêt de donner à la crise un caractère plus régional, donc à la réduire en quelque sorte à une confrontation turco-syrienne, gommant, au moins pour quelques heures, ses dimensions de guerre civile et de crise internationale.

Pour éviter l'écueil, la Turquie, évoquant une « agression » de la part de la Syrie, a saisi le Conseil de Sécurité de l'ONU et ses alliés de l'OTAN. Il s'agit pour elle d'essayer de transcender l'inaction de la communauté internationale, en présentant le comportement syrien comme une menace contre la paix,

tout en obtenant la réaffirmation par ses alliés occidentaux de leur solidarité à son égard. Mais surtout, la Turquie a saisi l'occasion en l'occurrence de rappeler qu'à bien des égards, elle est en première ligne d'une crise internationale dont elle a l'impression d'assumer seule toutes les conséquences, en particulier la question de l'accueil des réfugiés. En faisant voter aujourd'hui par le parlement une motion lui permettant d'intervenir militairement pendant un an en Syrie, si la situation l'exige, le gouvernement turc a donc trouvé un moyen supplémentaire d'attirer l'attention sur l'urgence de la situation. Il est donc peu probable qu'il se lance seul dans une opération en Syrie, que les grandes puissances se refusent à envisager. Le vice-premier ministre, Beşir Atalay a affirmé d'ailleurs que cette motion n'était pas une déclaration de guerre, mais une initiative de dissuasion à l'adresse du régime de Bachar el-Assad.

Le gouvernement de l'AKP se retrouve néanmoins dans une position gênante, car des sondages répétés indiquent que les Turcs sont hostiles à une intervention militaire en Syrie, et désormais plus que perplexes à l'égard de la politique de bon voisinage d'Ahmet Davutoğlu. Des manifestations ont eu lieu « *contre la guerre* » aux abords du parlement le 4 février. Les partis d'opposition s'engouffrent en outre dans la brèche avec de plus en plus d'insistance. Si les nationalistes du MHP ont voté la motion gouvernementale au parlement, les Kurdes du BDP et les kémalistes du CHP ont en revanche voté contre, un député du CHP allant même jusqu'à affirmer que ce texte, notamment parce qu'il donne à la Turquie la possibilité, pendant un an, d'envoyer ses forces armées « *dans des pays étrangers* », sans préciser lesquels, est susceptible, si on le prend au pied de la lettre, de déclencher une véritable guerre mondiale !

Sources

[La Turquie réagit pour la première fois militairement à des tirs syriens sur son territoire.](#)

OViPoT le jeudi 4 octobre 2012 - Jean Marcou